



**HAL**  
open science

## **L'Asie centrale dans les relations internationales : diversification, intensification et régionalisation**

Adrien Fauve

### ► **To cite this version:**

Adrien Fauve. L'Asie centrale dans les relations internationales : diversification, intensification et régionalisation. Bayram Balci (dir.). Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2025, Les Etudes du CERI n°284-285, , pp.44-51, 2026, <10.25647/etudesduceri.284-285.07>. <hal-05517237>

**HAL Id: hal-05517237**

**<https://hal.science/hal-05517237v1>**

Submitted on 18 Feb 2026

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

## **L'Asie centrale dans les relations internationales : diversification, intensification et régionalisation** *par Adrien Fauve*

L'actualité diplomatique de la fin de l'année 2025 a confirmé la position nouvelle occupée par les pays d'Asie centrale<sup>1</sup> sur la scène internationale. La réunion organisée à la Maison Blanche par Donald Trump<sup>2</sup> avec les cinq présidents de la zone au début du mois de novembre en témoigne, de même que le sommet des chefs d'Etats membres de l'OTSC du 27 novembre à Bichkek, ou la tenue historique de la conférence générale de l'Unesco à Samarcande<sup>3</sup> au mois d'octobre et de divers autres sommets sur lesquels nous reviendrons. Ce rôle de plateforme diplomatique avait déjà été signalé par les efforts du Kazakhstan qui avait accueilli, en mai 2017, les représentants de l'Iran, de la Turquie et de la Russie à Astana pour la signature d'un accord relatif aux zones de cessez-le-feu en Syrie. Cette activité mérite que l'on étudie les évolutions récentes de l'Asie centrale dans les relations internationales<sup>4</sup>.

### **Multiplication et diversification des formats multilatéraux**

L'une des évolutions majeures des dernières années concerne la multiplication des types de sommets multilatéraux rassemblant les plus hautes autorités politiques, donc les chefs d'Etat, ce qui ne doit pas occulter, bien évidemment, les réunions entre chefs de gouvernements et celles des ministres sectoriels. Il en va ainsi par exemple du conseil des ministres des Affaires étrangères de l'OCS réuni en juillet 2025 à Tianjin, en amont du sommet du 31 août avec les chefs d'Etat membres de cette même organisation régionale.

Plusieurs formats, que l'on pourrait qualifier de minilatéraux<sup>5</sup>, s'imposent depuis quelques années : ils rassemblent un nombre limité de participants (moins de dix), n'affichent aucune prétention hégémonique, ne prennent pas de décisions contraignantes et ne prévoient en

---

<sup>1</sup> Au plan des acteurs étatiques, nous définirons l'Asie centrale comme la région composée de cinq pays (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) dont les territoires ont été sous domination soviétique. D'un point de vue socioculturel, sur la très longue durée, on pourrait y adjoindre la Sibérie et l'Oural au nord, la Mongolie et le Turkestan chinois à l'est, l'Afghanistan au sud, etc. Mais le propos de ce chapitre n'est pas historique.

<sup>2</sup> Temur Umarov, « How serious is the rapprochement between the United States and Central Asia ? », Carnegie Politika, <https://carnegieendowment.org/russia-eurasia/politika/2025/11/trump-central-asia-new-deals?lang=en> (consulté le 14 décembre 2025).

<sup>3</sup> Dans l'histoire de l'Unesco, c'est l'une des rares fois, depuis 1946, que la conférence générale principale se déroule en dehors de Paris. En effet, c'est surtout dans la première décennie de son existence que l'organisation a tenu cet événement loin de ses bureaux centraux : Mexico en 1947, Beyrouth en 1948, Florence en 1950, Montevideo en 1954, New Delhi en 1956, Nairobi en 1976, Belgrade en 1980 et enfin Sofia en 1985. La conférence générale de Samarcande est donc intervenue quarante ans après celle de Sofia.

<sup>4</sup> Je m'intéresserai ici davantage à la forme qu'au contenu des rencontres entre dirigeants politiques, suivant la démarche de description analytique formulée par Marie-Françoise Durant et Guillaume Devin dans *Méthodes de recherche en relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016, pp. 15-38.

<sup>5</sup> Bhubhinder Singh et Sarah Teo (dir.), *Minilateralism in the Indo-Pacific : The Quadrilateral Security Dialogue, Lancang-Mekong Cooperation Mechanism, and ASEAN*, Londres, Routledge, 2020.

général pas d'élargissements ; ils sont de nature relativement informelle (sans institution dédiée) et ne portent pas sur des thématiques sectorielles clairement établies. Récemment, le minilatéralisme a été défini comme constitué « d'alliances locales entre puissances intermédiaires »<sup>6</sup>. Dans cette perspective, on voit se multiplier les sommets associant les cinq présidents centrasiatiques au dirigeant d'un autre pays. Ces rencontres, rapidement qualifiées de « C5 + 1 », ont émaillé les agendas diplomatiques après l'invasion russe de l'Ukraine. La première édition s'est déroulée avec le président Vladimir Poutine en octobre 2022 à Astana. La suivante avec Xi Jinping en mai 2023 à X'ian. Puis ce fut le tour du président du Conseil européen à Cholpon Ata en juin 2023, celui du président étatsunien en septembre 2023 à New York, avant une rencontre avec le chancelier allemand<sup>7</sup> à Berlin, etc. Depuis lors, d'autres sommets minilatéraux de ce type ont eu lieu et un tableau en rendra la chronologie plus commode à saisir.

**Tableau 1**  
**Sommets minilatéraux au format « C5+1 » (2022-2025)**

Composition C5+1	Date	Lieu
C5 + Russie	octobre 2022	Astana
C5 + UE	octobre 2022	Astana
C5 + Chine	mai 2023	Xi'an
C5 + UE	juin 2023	Cholpon Ata
C5 + Etats-Unis	septembre 2023	New York
C5 + Allemagne	septembre 2023	Berlin
C5 + Allemagne	septembre 2024	Astana
C5 + UE	avril 2025	Samarcande
C5 + Italie	mai 2025	Astana
C5 + Chine	juin 2025	Astana
C5 + Etats-Unis	novembre 2025	Washington

A la lecture de cette synthèse, on constate que les relations minilatérales initialement établies avec la Russie en 2022 ont cédé le pas à celles qui s'orientent vers des partenaires occidentaux (deux éditions avec l'Union européenne, deux avec les Etats-Unis et l'Allemagne) sans oublier la Chine (deux éditions également). De ce point de vue, le minilatéralisme s'inscrit dans une logique de diversification. Un C5 + 1 avec la Corée du Sud était prévu en 2024, mais il a dû être annulé en raison d'une crise politique interne à Séoul. Par ailleurs, Astana, capitale du Kazakhstan, se distingue comme la plateforme principale de ces sommets d'un type nouveau (5 fois ville hôte sur 12 occurrences).

Simultanément, signe d'une autonomisation des pays de la région, les réunions régulières des cinq chefs d'Etat entre eux apparaissent désormais comme un élément incontournable. Cet autre format minilatéral avait été esquissé par le président d'Ouzbékistan Shavkat Mirziyoyev

<sup>6</sup> Narayanappa Janardhan et Husain Haqqani, « L'essor du minilatéralisme : chasser le désordre par les petites alliances », 22 mars 2023, <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/03/22/lessor-du-minilateralisme-chasser-le-desordre-par-les-petites-alliances/> (consulté le 30 novembre 2025).

<sup>7</sup> A Berlin, ce n'était pas le président du Turkménistan qui représentait le pays, mais son père et prédécesseur (2006-2022) Gurbangouly Berdymouhamedov, actuel président du Conseil du peuple.

lors de l'Assemblée générale des Nations unies en 2017 (donc tout juste un an après son accession au pouvoir). Il s'est concrétisé l'année suivante sous la forme de rencontres consultatives (c'est leur appellation officielle) organisées à sept reprises depuis la première édition à Astana en 2018 (voir le tableau 2 ci-dessous). Fait notable, on constate que l'événement ne se déroule pas systématiquement dans les capitales, ce qui recoupe la pratique étudiée plus haut dans le cadre des C5 + 1. Deux stations balnéaires ont ainsi accueilli les présidents centrasiatiques (Avaza sur la mer Caspienne au Turkménistan et Cholpon Ata sur les rives du lac Issyk Kul au Kirghizstan).

**Tableau 2**  
**Sommets sous le format des « Rencontres consultatives » (2018-2025)**

Date des rencontres consultatives	Lieu	Composition
2018	Astana	5 présidents
2019	Tachkent	5 présidents
2020 (annulée par la pandémie)	Prévue à Bichkek	
2021	Avaza	5 présidents
2022	Cholpon Ata	5 présidents
2023	Douchanbé	5 présidents + 2 invités
2024	Astana	5 présidents + 2 invités
2025	Tachkent	5 présidents + 2 invités

Si le format était réduit à cinq membres durant les quatre premières rencontres, les deux suivantes ont été organisées en deux temps, d'abord à cinq, puis en présence de deux invités : le président de l'Azerbaïdjan Ilham Aliev ainsi que Kaha Imnadze, le directeur du Centre régional des Nations unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale situé à Achgabat. A l'issue de la dernière édition, à Tachkent en novembre 2025, décision a été prise d'intégrer l'Azerbaïdjan comme membre de plein droit et non plus comme partenaire invité. Une telle ouverture vers l'autre rive de la mer Caspienne s'explique en partie par l'enjeu d'une exportation croissante des minerais et hydrocarbures extraits de la zone vers l'Union européenne, et qui doivent transiter par le Caucase. Si ces rencontres consultatives sont préparées en amont, selon la terminologie officielle, par le « Conseil des coordinateurs nationaux concernant les rencontres consultatives des chefs d'Etat d'Asie centrale »<sup>8</sup>, quelle en est la portée ?

### **L'intérêt du minilatéralisme**

Par-delà le travail de description analytique des formes que prennent ces rencontres inter-étatiques, quels sont les sujets abordés par les chefs d'Etats ainsi réunis ? On pourrait en établir la liste systématique en s'appuyant sur les documents officiels signés par les participants : « Déclaration conjointe à l'occasion de la fête lumineuse de Nauryz » en 2018 (aspiration à la

<sup>8</sup> <https://khovar.tj/rus/2025/11/v-tashkente-sostoyalos-zasedanie-natsionalnyh-koordinatorov-po-delam-konsultativnyh-vstrech-glav-gosudarstv-tsentralnoj-azii/> (consulté le 30 novembre 2025).

coopération régionale)<sup>9</sup>, règles de fonctionnement en 2019, « Concept d'interaction entre Etats d'Asie centrale dans le cadre de formats multilatéraux » en 2022, « Accord quintipartite sur l'interconnectivité du transport terrestre » en 2023, « Conception du développement de la coopération régionale "Asie centrale 2040" » adoptée par ces mêmes dirigeants le 9 août 2024<sup>10</sup>, et enfin, « Catalogue des risques sécuritaires et des mesures pour les prévenir » en 2025.

Les discours inauguraux des chefs d'Etats hôtes de chaque rencontre consultative, de même que les interprétations de *think tanks*<sup>11</sup>, donnent des indications plus précises : gestion des bassins hydriques transfrontaliers, coordination des besoins en électricité pour éviter une répétition du *black out* historique de janvier 2022, transit du gaz et du pétrole par les tubes vers la Chine, circulation des marchandises dans le cadre de grands programmes de connectivité, notamment transcaspiciens, positionnement vis-à-vis des talibans au pouvoir en Afghanistan et du canal de Qosh Tepa qu'ils font construire, place des pays d'Asie centrale dans les mécanismes de contournement des sanctions financières contre la Russie, etc. Par ailleurs, on observe que les sujets abordés varient d'une fois sur l'autre lors des rencontres consultatives, accréditant la thèse d'une faible institutionnalisation, typique du minilatéralisme, avec un programme *ad hoc*, et non un effort d'intégration fonctionnaliste par voie de traités sur des aspects sectoriels récurrents.

On notera tout de même la consolidation graduelle de ces rencontres devenues régulières par la production de normes diplomatiques spécifiques (règles établies en 2019, logo dévoilé en 2021) et une prime au consensus entre participants. De ce point de vue, on passe d'une rivalité coexistentielle caractéristique des années 1990 et 2000, à de la coopération pragmatique<sup>12</sup> depuis 2018, renforcée après 2022.

Néanmoins, le fait majeur est celui d'une intensification des rencontres, donc une multiplication des occasions de socialiser en groupe, plutôt qu'en contexte bilatéral : sur la seule année 2025, l'agenda officiel des cinq présidents indique qu'ils se sont vus, avec ou sans partenaires extérieurs, à huit reprises : en avril à Samarcande avec Ursula Van der Leyen et Antonio Costa<sup>13</sup>, en mai d'abord à Moscou autour de Vladimir Poutine pour la parade du 9 mai puis à Astana avec Giorgia Meloni, en juin à Astana également avec Xi Jinping, puis encore avec lui lors du sommet OCS+ de Tianjin fin août, en novembre à Washington autour de Donald Trump, puis à Tachkent avec Ilham Aliev. Rappelons que les présidents des cinq pays ne s'étaient réunis qu'à de très rares occasions, sans autres puissances voisines ou mondiales, dans les années 1990.

---

<sup>9</sup> [https://www.akorda.kz/ru/events/akorda\\_news/akorda\\_other\\_events/sovmeestnoe-zayavlenie-glav-gosudarstv-centralnoi-azii-po-sluchayu-svetlogo-prazdnika-nauryz](https://www.akorda.kz/ru/events/akorda_news/akorda_other_events/sovmeestnoe-zayavlenie-glav-gosudarstv-centralnoi-azii-po-sluchayu-svetlogo-prazdnika-nauryz) (consulté le 18 décembre 2025).

<sup>10</sup> [https://skillsproof.kz/viewer/pdf/?src=https%3A%2F%2Fskillsproof.kz%2Fupload%2Fiblock%2Fde6%2Ft6fnxp734gh0at9rg5gxlsxa0si9trs8%2FKontseptsiya-TSA\\_2040.pdf](https://skillsproof.kz/viewer/pdf/?src=https%3A%2F%2Fskillsproof.kz%2Fupload%2Fiblock%2Fde6%2Ft6fnxp734gh0at9rg5gxlsxa0si9trs8%2FKontseptsiya-TSA_2040.pdf) (consulté le 14 décembre 2025).

<sup>11</sup> « Key Insights from the sixth consultative meeting in Astana », Eurasian Research Institute, <https://www.eurasian-research.org/publication/key-insights-from-the-sixth-consultative-meeting-in-astana/> (consulté le 14 décembre 2025).

<sup>12</sup> Filippo Costa Buranelli, « The consultative meetings of heads of State of Central Asia : Local norms, institutions and the fundamentals of regional order », *International Affairs*, 2025.

<sup>13</sup> « Joint press release following the first EU-Central Asia summit », *European Council of the European Union*, <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2025/04/04/joint-press-release-following-the-first-eu-central-asia-summit/> (consulté le 14 décembre 2025).

De ce point de vue, l'intensification des rencontres et l'émergence du minilatéralisme semblent avoir permis la résolution de points restés longtemps litigieux.

En effet, alors que les tensions frontalières entre Ouzbékistan et Kirghizstan prévalaient dans les années 1990 et 2000 autour de la gestion de l'eau et de la diversité ethnique dans la vallée de Ferghana, de même qu'entre le Tadjikistan et le Kirghizstan, jusqu'aux dernières altercations armées en 2021 et 2022 à propos de la démarcation des frontières, on constate une pacification des conflits et des investissements croisés. De ce point de vue, l'opinion de Temur Umarov à propos de l'OCS qui ne serait qu'un club de discussion entre pays amis<sup>14</sup> peut être subvertie en élément démonstratif : à force de se rencontrer, et d'inciter leurs bureaucraties respectives à coopérer, les dirigeants d'Asie centrale parviennent à des résultats. On peut dès lors supposer que la récente pacification des conflits autour des enclaves dans la vallée de Ferghana, par l'accord tripartite de Khodjent signé le 31 mars 2025 par le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan,<sup>15</sup> s'est appuyée sur la socialisation régulière des élites dirigeantes dans les cadres progressivement institués, notamment sans la participation de puissances tierces. Dès lors, l'effet principal des formats minilatéraux tient dans l'émergence d'intérêts communs propres aux pays de la région. Leur coopération accrue, au plan politique, se lit par exemple dans le soutien officiellement exprimé<sup>16</sup> à la candidature du Kirghizstan pour devenir membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU sur la période 2027-2028.

### Consolidation d'un ordre régional en Eurasie

Revenons au sommet de l'OTSC de la fin novembre à Bichkek évoqué plus haut. En format restreint, y participaient les présidents des cinq pays membres<sup>17</sup> – Alexandre Loukachenko, Kassym-Jomart Tokayev, Sadyr Japarov, Vladimir Poutine, Emomali Rahmon – ainsi que le secrétaire général de l'organisation, Imangali Tasmagambetov<sup>18</sup>. En format élargi, le programme associait également les secrétaires généraux de la CEI, Sergueï Lebedev, et de l'OCS, Nurlan Yermekbayev, ce qui dénote une interaction croissante entre les diverses organisations régionales en Eurasie et signale donc de possibles coopérations accrues. Rappelons que les pays d'Asie centrale appartiennent de manière différenciée à plusieurs organisations régionales avec la Russie : le Kazakhstan et le Kirghizstan sont membres de

---

<sup>14</sup> Temur Umarov, « The Shangai cooperation Organization is ineffective and irrelevant », *Carnegie Politika*, 5 juillet 2024, <https://carnegieendowment.org/russia-eurasia/politika/2024/07/sco-summit-china-russia?lang=en> (consulté le 14 décembre 2025).

<sup>15</sup> « Asie centrale. Un "traité historique" sur les frontières ouvre une ère d'"amitié éternelle" », *Courrier international*, 2 avril 2025, [https://www.courrierinternational.com/article/un-traite-historique-sur-les-frontieres-ouvre-une-ere-d-amitie-eternelle\\_229454](https://www.courrierinternational.com/article/un-traite-historique-sur-les-frontieres-ouvre-une-ere-d-amitie-eternelle_229454) (consulté le 27 novembre 2025).

<sup>16</sup> « Significant decisions adopted by the heads of state of Central Asia », site officiel du président de la république d'Ouzbékistan, 16 novembre 2025, <https://president.uz/en/lists/view/8676> (consulté le 14 novembre 2025).

<sup>17</sup> Bélarus, Kazakhstan, Kirghizstan, Russie, Tadjikistan, étant donné que l'Arménie a suspendu sa participation à cette organisation en 2024.

<sup>18</sup> Homme politique kazakhstanais, autrefois Premier ministre (2002-2003), maire d'Astana (2008-2014), ministre de la Défense (2014-2017) et ambassadeur de son pays en Russie (2017-2019).

l'UEE, mais l'Ouzbékistan n'est ni dans l'UEE, ni dans l'OTSC, quand le Tadjikistan est uniquement membre de cette dernière. Par ailleurs, le Turkménistan ne participe à aucune de ces arènes diplomatiques avec la Russie, mais uniquement aux rencontres consultatives, aux sommets de type C5 + 1 et à l'OET.

Par conséquent, un ordre régional semble se stabiliser en Eurasie, notamment autour des deux grandes puissances que sont la Chine et la Russie dans le cadre de l'OCS, avec l'intervention de puissances émergentes (Inde) et moyennes (Turquie), alors même que de récentes analyses<sup>19</sup> considèrent l'activisme diplomatique du Kazakhstan sur la scène internationale et son expansion économique comme des signes de son appartenance au groupe des puissances moyennes<sup>20</sup>.

Un tableau de ces organisations permet d'identifier le profil des dirigeants de leurs instances de coordination, d'évaluer leur expansion (ou rétraction éventuelle dans le cas de l'OTSC<sup>21</sup>) et de préciser leur implantation géographique. Est-ce un effet d'optique en lien avec la temporalité des mandats de secrétaires généraux ? A ce stade, il semblerait que le Kazakhstan soit spécifiquement pourvoyeur de coordinateurs diplomatiques de haut rang, ce qui pourrait accréditer l'hypothèse de son statut de moyenne puissance. Il est en effet le seul pays d'Asie centrale à avoir investi de manière intensive les arènes du multilatéralisme institué et la diplomatie de club. C'est ce dont témoignent sa présidence tournante de l'OSCE en 2010, son accession à l'OMC en 2012, sa double participation au G20 en 2013 et 2016, et son élection comme membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU (2017-2018).

**Tableau 3**  
**Organisations régionales impliquant les pays d'Asie centrale**

Organisation régionale	Date de création <sup>1</sup>	Nombre de membres à sa création	Nombre de membres statutaires <sup>2</sup> en 2025	Implantation du secrétariat général	Secrétaire général <sup>3</sup>
OCS	2001	6	10	Pékin	Nurlan Yermekbayev (Kazakhstan)
OTSC	2002	6	5	Moscou	Imangali Tasmagambetov (Kazakhstan)
UEE	2015	5	5	Moscou	Bakhytjan Sagintaïev (Kazakhstan)
OET	2011	4	5	Istanbul	Koubanychbek Omuraliev (Kirghizstan)
CICA	2002	16	28	Astana	Kairat Sarybay (Kazakhstan)

<sup>1</sup> Difficile d'ignorer que la plupart de ces organisations a émergé sur la base d'une structure préfiguratrice. Mais, pour simplifier le propos, nous ne nous attarderons pas sur ces éléments de continuité.

<sup>2</sup> Nous excluons ici les membres observateurs et autres partenaires.

<sup>3</sup> Il s'agit, pour l'Union économique eurasiatique, en toute rigueur, du président de la commission, mais cette fonction est bien celle de la coordination bureaucratique.

<sup>19</sup> Svante Cornell, « Kazakhstan and the rise of middle powers in Central Asia », *The Central Asia-Caucasus Analyst*, 31 juillet 2024, [https://www.cacianalyst.org/resources/pdf/240731\\_FT\\_Kaz.pdf](https://www.cacianalyst.org/resources/pdf/240731_FT_Kaz.pdf) (consulté le 30 novembre 2015).

<sup>20</sup> Michel Duclos, dossier « A la recherche des moyennes puissances », Institut Montaigne, été 2024, <https://www.institutmontaigne.org/series/la-recherche-des-moyennes-puissances> (consulté le 30 novembre 2025).

<sup>21</sup> L'Ouzbékistan en a fait partie de 2006 à 2012, ce qui fausse la mesure de rétraction dans le tableau.

L'OCS est devenue la plus médiatique des organisations examinées ici. Le sommet de Tianjin a suscité une forte attention en août-septembre 2025, dans la mesure où le président étatsunien Donald Trump a déclaré qu'il regrettait de ne pas y avoir été convié, alors que la traditionnelle photo de famille témoignait d'une extension notoire sous le format OCS+ (en plus des dix Etats membres, deux pays observateurs et quinze autres partenaires de dialogue, sans oublier les huit organisations invitées<sup>22</sup>). Rappelons que tout a commencé avec la création, en 1996, du « groupe de Shanghai » associant le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan ainsi que la Chine et la Russie, au moment de l'arrivée au pouvoir des talibans en Afghanistan. Quelques années plus tard, l'organisation se consolidait en se dotant d'institutions propres (notamment le SRAT, structure anti-terroriste régionale située à Tachkent) et en s'élargissant à l'Ouzbékistan. Par la suite, une dynamique manifeste d'élargissement a abouti à l'intégration conjointe de l'Inde et du Pakistan en 2017, puis de l'Iran en 2021 et enfin du Bélarus en 2024. De ce point de vue, il s'agit d'une organisation de coopération macrorégionale en Eurasie initialement formée sur la base d'un partenariat entre quatre Etats centrasiatiques et deux membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

\*  
\* \*

En somme, les relations internationales des pays d'Asie centrale connaissent, en ce qui concerne les initiatives multilatérales, un processus de diversification via la consolidation d'organisations régionales à géométrie variable (UEE et OCS+ notamment) et les formats minilatéraux focalisés sur la région (rencontres consultatives) ou avec des partenaires individuels (C5+ 1) qui peuvent aussi bien être des puissances mondiales (Chine, Russie, Etats-Unis, UE 27) que moyennes (Allemagne, Italie). Le Kazakhstan émerge à ce titre comme un acteur très investi dans les évolutions en cours.

Ces dernières appellent à l'évidence une étude méticuleuse auprès des acteurs bureaucratiques impliqués (services du protocole des ministres des Affaires étrangères, par exemple, ou leurs centres d'études stratégiques) et, dans la mesure du possible, complétée par des enquêtes sur les lieux où se tiennent de telles rencontres politiques. La littérature à propos des relations internationales de l'Asie centrale anime un champ de recherche qui associe de manière équilibrée des collègues originaires de la région<sup>23</sup> et des spécialistes étrangers<sup>24</sup>. Dans ce champ, le débat académique principal, ces dernières années, concerne l'agentivité des acteurs centrasiatiques, à rebours d'une vision qui en ferait des sujets passifs soumis à l'intervention extérieure de puissances mondiales luttant pour accéder à des ressources stratégiques dans le cadre d'un nouveau « Grand jeu ». De ce point de vue, une étude fouillée de l'affirmation de villes ayant développé des infrastructures dédiées aux

---

<sup>22</sup> ASEAN, CEI, ONU, OTSC, UEE, Union pour la coopération économique, CICA et AIIB (Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures).

<sup>23</sup> Timur Dadabaev, *Decolonizing Central Asian International Relations. Beyond Empires*, Londres, Routledge, 2021.

<sup>24</sup> Filippo Costa Buranelli, « Central Asian regionalism in the 1990s : Order, familiarisation, and spotlighting », *Post-Soviet Affairs*, n° 4, Vol. 41, pp. 348-375.

affaires internationales (centres de congrès, aéroports internationaux) comme Astana au Kazakhstan, Samarcande en Ouzbékistan et Cholpon Ata au Kirghizstan, permettrait de contribuer à cette littérature en ancrant l'analyse dans une enquête de terrain en sociologie des relations internationales<sup>25</sup>, à la croisée des dynamiques urbaines et de l'étude des pratiques multilatérales des régimes autoritaires, dessinant de nouvelles perspectives de recherche pour les années à venir.

---

<sup>25</sup> Guillaume Devin et Marieke Louis, *Sociologie des relations internationales*, Paris, La Découverte, 2023.

**Pour citer ce chapitre** : Adrien Fauve, « L'Asie centrale dans les relations internationales : diversification, intensification et régionalisation », in B. Balci (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2025/Les Etudes du CERI*, n° 284-285, février 2026 [<https://dx.doi.org/10.25647/etudesduceri.284-285.07>].